



## **MARCHÉ PUBLIC D'ASSURANCE**

**Marché passé suivant la procédure d'offres ouvert est soumis aux dispositions de l'article L. 2124-2, R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-3 et R. 2161-5 du Code de la commande publique**

### **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP) – TRC/RCMO**

**Opération Extension des Archives nationales 93380 PIERREFITTE-SUR-SEINE**

**Ordonnateur : *La Présidente de l'OPPIC***

**Représentant du pouvoir adjudicateur habilité à donner les renseignements nécessaires aux bénéficiaires de nantissements ou de cessions de créances : La Présidente de l'OPPIC**

#### **JUSTIFICATION DE LA QUALITE DE LA PERSONNE SIGNATAIRE AU NOM DE L'OPPIC :**

**Décret du 3 octobre 2018 portant nomination de la présidente de l'OPPIC  
Décision n° 2018-137 du 23 août 2018 portant délégation de signature modifiée**

**Comptable assignataire des paiements : Mme l'Agent comptable de l'OPPIC, 30 rue du  
château des rentiers – CS 61336 - 75647 Paris cedex 13**

## SOMMAIRE

I.	OBJET DU MARCHE.....	4
1.2	Définitions .....	4
1.3	Procédure .....	4
1.4	Allotissement .....	4
1.5	Durée et délais du marché .....	5
1.6	Reprise du passé inconnu.....	5
1.7	Documents contractuels.....	5
1.8	Prestations similaires.....	5
1.9	Prix .....	6
1.10	Cotisations .....	6
1.11	Note de couverture et contrat définitif .....	7
1.12	Force majeure .....	7
1.13	Confidentialité .....	8
1.14	Conventions .....	8
1.15	Pénalités.....	9
II.	Nature de l'opération de rénovation .....	10
2.1	Présentation du projet .....	10
2.2	Description de l'opération : .....	11
2.3	Répartition des travaux par lot .....	12
2.4	Fondations .....	13
III.	VOLET TOUS RISQUES CHANTIER .....	14
3.1	Prolongation de la durée du chantier .....	14
3.2	Réceptions échelonnées / occupations partielles .....	14
3.3	Arrêt de chantier.....	15
3.4	Non résiliation après sinistre .....	15
3.5	Nature des garanties Tous Risques Chantiers .....	15
3.6	Montant des garanties et des Franchises .....	17
3.7	Exclusions.....	20
3.8	Règlement des sinistres .....	21
	ANNEXE A LA POLICE TRC.....	22
	GARANTIE DES CATASTROPHES NATURELLES .....	22
3.1	Objet de la garantie .....	22
3.2	Etendue de la garantie.....	22
3.3	Mise en jeu de la garantie .....	22
3.4	Franchise .....	22
3.5	Territorialité .....	23
3.6	Obligation de l'assuré .....	23
3.7	Obligation du titulaire .....	23
IV.	VOLET RESPONSABILITE CIVILE DU MAITRE D'OUVRAGE .....	24
4.1	Assurés .....	24
4.2	Définitions .....	24
4.3	Activités de l'Assuré .....	26
4.4	Objet du contrat RCMO .....	26
4.5	Exclusions.....	27
4.6	Fonctionnement de la garantie.....	30
4.7	Règlement des sinistres.....	31
4.8	Montants des garanties et des franchises .....	32

4.9 Résiliation ..... 32

4.10 Droit applicable et différends ..... 33

4.11 Dérogations au CCAG-FCS ..... 33

# I.OBJET DU MARCHE

L'Oppic, Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture est un établissement public administratif de maîtrise d'ouvrage publique, pour le compte de l'Etat et de ses établissements.

Il est spécialisé dans la maîtrise d'ouvrage des équipements culturels et dans la restauration et la valorisation des monuments historiques. Il travaille en premier lieu pour le compte du ministère de la Culture et ses opérateurs mais peut effectuer ses missions pour d'autres ministères.

L'OPPIC en tant que maître d'ouvrage délégué du Ministère de la Culture souhaite souscrire les polices d'assurances suivantes :

- Tous risques chantiers (TRC)
- Responsabilité civile du Maître d'Ouvrage (RCMO)

Le présent CCP a donc pour objet de définir les conditions de garanties Tous Risques Chantier (TRC), et de Responsabilité Civile Maître d'Ouvrage (RCMO) applicables à l'opération de construction de l'extension des Archives Nationales à Pierrefitte sur Seine.

## 1.2 Définitions

### SOUSCRIPTEUR :

OPPIC (Opérateur du Patrimoine et des Projets Immobiliers de la Culture)

30 Rue du Château des Rentiers – CS 61336

75647 PARIS – Cedex 13

en qualité de maître d'ouvrage délégué,

### MAITRE D'OUVRAGE :

Ministère de la Culture

### AFFECTATAIRE :

Etablissement auquel le bâtiment a été confié par le maître d'ouvrage pour l'exercice de sa mission

### TITULAIRE :

Société d'assurance seule ou en groupement (agent général ou courtier et d'une société d'assurance)

## 1.3 Procédure

Marché passé suivant la procédure d'offres ouvert est soumis aux dispositions de l'article L. 2124-2, R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-3 et R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## 1.4 Allotissement

LOT 1 – TRC / RCMO

LOT 2- CCRD

Le présent CCAP ne trouve à s'appliquer qu'au lot 1 TRC - RCMO.

## 1.5 Durée et délais du marché

Le présent marché d'assurances prendra effet à compter de sa date de notification au titulaire.

La police d'assurance devra être exécutée à compter de la date de signature des parties au marché conformément à l'article L. 112-4 du code des assurances.

La garantie tous risques chantier (TRC) et responsabilité civile du Maître d'ouvrage (RCMO) prendra effet à compter de la date prévisionnelle d'ouverture du chantier :

- DOC : novembre 2024
- Préparation du chantier : Novembre / décembre 2024
- Début du chantier (prise d'effet de la TRC & RCMOA) : janvier 2025
- Durée des travaux : 36 mois (dont 2 mois de période de préparation du chantier)
- Date prévisionnelle de réception : Octobre 2027

## 1.6 Reprise du passé inconnu

La garantie s'applique toutefois à la partie de l'opération de construction réalisée antérieurement à la prise d'effet du contrat. Sont seuls exclus les réclamations ou dommages susceptibles de relever de la garantie du contrat et dont l'assuré aurait eu connaissance à la souscription.

Il appartient toujours au titulaire d'apporter la preuve de la connaissance par l'assuré de la survenance de tels événements antérieurement à la prise d'effet de la police.

La durée de la garantie RCMOA correspond à celle de l'opération jusqu'à la réception augmentée de la garantie subséquente d'une période de 5 ans à compter de la date de réception.

## 1.7 Documents contractuels

Les documents contractuels particuliers suivants, applicables au Marché prévalent les uns sur les autres dans l'ordre où ils sont énumérés ci-après :

1. l'acte d'engagement,
2. le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)
3. le mémoire technique remis par l'assureur et les éventuelles réserves
4. le contrat d'assurance conclu entre le souscripteur et l'assureur à l'issue de la notification du présent marché y compris les conditions générales de la compagnie complétant le CCP éventuellement annexées, et s'il y a eu lieu les conditions particulières proposées par la compagnie d'assurance
5. le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG- FCS) approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009

L'ensemble des dispositions du présent cahier des clauses particulières constitue les conventions particulières au contrat d'assurances. Ces dispositions dérogent à toutes les conditions d'assurance (générales, particulières, spéciales...) émises par l'assureur dans le cadre du présent marché et s'appliqueront par conséquent en priorité. Les présentes clauses particulières font partie intégrante du contrat et prévalent sur les conditions générales éventuellement annexées. Cependant, les conditions particulières dérogent uniquement pour ce qu'elles ont de plus favorable pour l'assuré aux conditions générales et conventions spéciales.

Les informations relatives à l'identification du chantier et du dossier technique sont fournis par l'OPPIC. Le titulaire est réputé avoir eu connaissance de tout renseignement nécessaire à une juste appréciation des risques par la transmission de ces pièces.

## 1.8 Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

## 1.9 Prix

Le présent marché prenant la forme d'un contrat d'assurance, le prix correspond à une « prime prévisionnelle ».

La prime nette est calculée par application du taux de prime en pourcentage (prix unitaire mentionné à l'acte d'engagement) sur l'assiette de cotisation.

La prime TTC est calculée par application du taux de prime en pourcentage (prix unitaire mentionné à l'acte d'engagement ou au bordereau de prix en annexe de l'acte d'engagement) sur l'assiette de cotisation avec ajout de toute taxe, frais accessoires et commissions de courtage y afférent. En cas de modification de la législation, le titulaire appellera les taxes qui seront dues.

La prime est augmentée du montant des taxes, frais de dossier et, le cas échéant, des primes CAT-NAT et GAREAT en vigueur au moment de l'appel de prime.

L'assiette de cotisation est constituée du montant prévisionnel de l'opération lors de la souscription (travaux et honoraires) HTVA.

En ce qui concerne la variation de la prime, le taux indiqué dans l'acte d'engagement est ferme et non révisable sauf avenant de prolongation pendant toute la durée du marché.

## 1.10 Cotisations

### Avance

Une avance est accordée au titulaire du marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution du marché est supérieur à deux mois. Si le titulaire refuse cette avance, il devra cocher la case correspondante à l'acte d'engagement. Si la case n'est pas cochée, cela vaudra refus du versement de l'avance.

Si le titulaire accepte le versement de l'avance, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial du marché, toutes taxes comprises.

### Echéancier

Les primes sont appelées selon les modalités suivantes : 100% à la signature de la note de couverture par l'OPPIC.

Le paiement de la prime interviendra sur production d'une facture par le titulaire.

Il sera effectué dans un délai de 30 jours, conformément au code de la commande publique, par virement à compter de la réception de la facture.

Conformément aux articles R. 2192-31 et R. 2192-36 du CCP relatifs aux intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement :

- le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage ;

- le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de 40 euros.

La régularisation est effectuée dans les 12 mois suivant la réception des travaux.

Les factures sont établies au nom de :

OPPIC  
Département A  
30 rue du château des rentiers  
75647 Paris Cedex

A cet égard, il est convenu qu'au titre de la mention légale relative à la « dénomination précise », le titulaire devra impérativement rappeler :

–La dénomination exacte du chantier concerné

- Le numéro du marché
- L'identification du titulaire

### **Régularisation**

A compter de la réception des travaux, l'assuré s'engage à communiquer le montant définitif de l'opération, c'est-à-dire le montant total des travaux, y compris les honoraires des bureaux de contrôle, architectes et BET. La prime définitive sera calculée par application du taux définitif (taux de base + taux de prolongation éventuelle) sur ce montant.

Le complément de prime sera réglé dans un délai de 30 jours, conformément au code de la commande publique, par virement à compter de la réception de la facture.

### **Règles proportionnelles**

La règle proportionnelle de capitaux n'est pas applicable à la police.

En contrepartie l'assuré s'engage à déclarer au titulaire, à la réception des travaux, le coût définitif de l'opération, révisions de prix comprises, hors taxes, afin de procéder à un ajustement éventuel de la prime.

## **1.11 Note de couverture et contrat définitif**

L'assureur devra remettre :

- Dans les 5 jours qui suivent la réception de l'acceptation de l'offre, une note de couverture faisant référence aux garanties prévues au présent CCAP, datée et signée par l'Assureur. La note de couverture comprend les conditions essentielles de la garantie, et précisément les parties au contrat, leur domiciliation, la nature de l'assurance, la détermination des risques et des primes, le montant assuré et la durée des garanties. La remise de la note de couverture engage l'assureur et l'assuré l'un à l'égard de l'autre.

- Le contrat définitif devra être remis au plus tard dans les 30 jours de la date d'effet de la police.

Elle sera valable jusqu'à remise du contrat définitif prolongée d'un délai de 60 jours. Pendant ce délai de 60 jours, le Souscripteur vérifiera la conformité du contrat avec la proposition remise.

En cas de discordance du contrat avec l'offre remise initialement, la présente note de couverture sera prolongée dans les mêmes conditions.

Dans la mesure où le Souscripteur ne recevrait pas la note de couverture dans le délai susmentionné, l'acte d'engagement supporterait rigoureusement la même valeur juridique que cette note de couverture dans les mêmes conditions de durée.

## **1.12 Force majeure**

Aucune des parties n'aura failli à ses obligations contractuelles dans la mesure où leur exécution sera retardée, entravée ou empêchée par un cas fortuit ou de force majeure.

Sera considéré comme cas fortuit ou de force majeure, tout fait ou circonstance, irrésistible, extérieur aux parties, imprévisible ou, si prévisible, inévitable, indépendant de la volonté des parties et qui ne pourra être empêché par ces dernières, malgré tous les efforts raisonnablement possibles.

La partie touchée par de telles circonstances, en avisera les autres dans les deux (2) jours ouvrables suivant la date à laquelle elle en aura connaissance.

Dans un premier temps, le cas fortuit ou de force majeure suspendra l'exécution du Contrat.

Si le cas fortuit ou de force majeure a une durée supérieure à quinze (15) jours ouvrables, les parties se rapprocheront, sauf impossibilité due au cas de force majeure, pour examiner l'incidence de l'événement et convenir des conditions dans lesquelles l'exécution du Contrat sera poursuivie.

Si le cas de force majeure a une durée supérieure à trois (3) mois, le Contrat pourra être résilié par la partie lésée. De façon expresse, sont considérés comme des cas de force majeure ou cas fortuits ceux habituellement reconnus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

## 1.13 Confidentialité

Le titulaire s'engage à tenir confidentiel tout document, toute information, ou donnée de quelque nature que ce soit, technique, économique, juridique ou autre portés à sa connaissance, de manière écrite ou orale, dans le cadre de l'exécution du Marché et s'engage à ne pas les divulguer à quiconque ni pendant l'exécution du Marché ni après son terme.

Le titulaire prendra toutes dispositions utiles pour faire respecter par son personnel et/ou ses sous-traitants, co-traitants éventuels les stipulations du Marché relatives à la confidentialité.

Les stipulations du présent article resteront en vigueur pendant une durée de dix (10) ans à compter du terme du Marché.

## 1.14 Conventions

### Abrogation de la règle proportionnelle

Il est convenu que les dispositions de l'article L.121-5 du Code des Assurances ne peuvent être invoquées et ce dans la mesure où l'assuré s'engage à déclarer à la Compagnie le montant total définitif de l'ouvrage assuré comme il est dit au Chapitre "Païement des Primes".

### Reconstitution de garantie

La garantie est réduite de plein droit, après sinistre, du montant de l'indemnité correspondante.

Le montant de cette garantie pourra être rétabli sur demande formulée par lettre recommandée par l'assuré, celui-ci s'engageant à payer à la date de reconstitution une prime complémentaire fixée d'un commun accord entre les parties.

Si l'assuré décide de ne pas reconstituer les capitaux, ceux réduits seront considérés comme un premier risque sans application de la Règle Proportionnelle.

### Clause des 72 heures

Pour l'application de la franchise prévue à la police, toutes pertes ou dommages causés par des événements naturels tels que tempête, inondation, tremblement de terre ou résultant de glissement de terrain, effondrement ou autre mouvement de terrain relatifs aux dits événements, survenant pendant toute période de 72 heures consécutives et ayant comme origine le même fait générateur, seront considérés comme constituant un seul et même sinistre et taxables d'une seule franchise. Les Assurés seront libres de déterminer par eux-mêmes le début de cette période de 72 heures mais en cas de dommages s'étalant sur une période plus longue, il ne pourra pas y avoir chevauchement de deux ou plusieurs périodes de 72 heures.

Rien de ce qui précède ne saurait être interprété comme limitant le droit pour l'Assuré d'être indemnisé sous déduction d'une seule franchise en cas de sinistre causé par la survenance d'un événement naturel tel que défini ci-dessus dont les effets se prolongent sans interruption sur une période de plus de 72 heures.

### Informatique, fichier, libertés

Conformément à l'Article 27 de la Loi du 06.01.78 relative à l'Informatique, aux fichiers et aux libertés et au Règlement Général sur la Protection des Données, l'assuré peut demander à la Compagnie, communication et rectification de toute information le concernant qui figurerait sur tout fichier à usage de la Compagnie, de ses mandataires et des organismes professionnels concernés.



## **1.15 Pénalités**

Sans objet

## II.Nature de l'opération de rénovation

### 2.1 Présentation du projet

Désignation	Opération Extension des Archives nationales
Souscripteur / Maître d'ouvrage	OPPIC / Ministère de la Culture
Adresse du risque	59 rue Guynemer 93 383 Pierrefitte-sur-Seine
Description de l'opération	<p>Le projet prévoit la construction d'une tour classée IGH (Immeuble de Grande Hauteur) de 20 étages avec un niveau de sous-sol, pour une hauteur totale de 67,54 m et une surface de plancher totale de 20 343 m². Le projet prévoit une tour répartie en deux entités principales :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>•Un volume R+20 (avec une toiture terrasse accessible) abritant les magasins de stockage ;</li><li>•Un volume R+10 (avec une toiture terrasse accessible) abritant les ateliers et les salles de traitement.</li></ul> <p>Quatre passerelles, situées aux niveaux R+2, R+3, R+4 et R+5, assurent la connexion entre le bâtiment actuel et l'extension.</p> <p>Le projet possède 3 types de façade différentes : façade en pierre naturelle, mur rideau en façade vitrée et façade en tôle ondulée perforée.</p>
Date réglementaire d'ouverture du chantier / ordre de service	Octobre 2024
Date prévisionnelle de fin de travaux	Octobre 2027
Durée prévisionnelle	36 mois
Montant prévisionnel de l'opération (ensemble des lots - honoraires compris)	61 247 563,00 € HT

## 2.2 Description de l'opération :

### L'opération en chiffres :

<b>Description</b>	<p>Tour silo de 20 étages sur rez-de-chaussée et un niveau de sous-sol, accueillant les magasins, complétés sur les 11 premiers niveaux par les surfaces dédiées aux ateliers. Quatre passerelles relient l'extension au bâtiment existant. Les structures de ces passerelles sont en charpente métallique et ont une incidence sur quelques fondations du bâtiment existant.</p> <p>Un sous-sol annexe à la tour à usage de Pole Energie pour groupe électrogènes (emprise 25 m x 12 m) est également prévu dans le cadre du projet. Il est relié au bâtiment IGH par une galerie technique.</p>
<b>Budget estimatif des travaux (ensemble des lots)</b>	54 807 563,00€ HT

**Localisation :** Le site est localisé à l'angle de l'avenue Emile Zola et de la rue Toussaint Louverture à Pierrefitte-sur-Seine.  
sur Seine, au droit des parcelles cadastrales AM n° 306 (37 980 m<sup>2</sup>) et AL 298 (3 271 m<sup>2</sup>).

**Les avoisinants :**

Le terrain est vierge de toute construction apparente.

Le site est bordé par :  
-L'Avenue Emile Zola à l'Ouest,  
-La Rue Toussaint Louverture à l'Est,  
-Le bâtiment existant des Archives nationales au Sud.

**2.3 Répartition des travaux par lot**

Les prestations de travaux TCE (Tous Corps d'Etats) de l'opération seront traitées en entreprise unique et les prestations concernant le mobilier et les équipements spécifiques de stockage seront réalisées par une autre entreprise (appel d'offre distinct).

La répartition des prestations de l'entreprise titulaire du marché « Travaux TCE » est donnée ci-dessous :

		MONTANT € HT
LOTS - ENTREPRISE GENERALE		
1	TERRASSEMENTS - FONDATIONS - STRUCTURE - GROS OEUVRE - CHARPENTE METALLIQUE	19 798 481,31
1B	MODIFICATION ET RENFORCEMENT DE LA RESILLE STRUCTURELLE EN FACADE EXISTANTE	36 575,00
2	ETANCHEITE - COUVERTURE	351 475,81
3	FACADES OPAQUES - BARDAGES METALLIQUE	2 520 254,82
4	FACADES OPAQUES - REVETEMENT PIERRE	2 598 851,89
5	MUR RIDEAU - MENUISERIES EXTERIEURES - OCCULTATIONS	1 741 875,04
6	SERRURERIE METALLERIE	2 029 864,73
7	CLOISONS - DOUBLAGES - FAUX PLAFONDS	422 230,54
8	MENUISERIES INTERIEURES	518 417,69
9	CHAPES - REVETEMENTS DE SOLS ET MURS DURS	2 172 673,15
10	PEINTURE - REVETEMENTS MURAUX	368 251,25
11A	CHAUFFAGE - VENTILATION - CLIMATISATION - DESENFUMAGE	4 307 243,26
11B	PLOMBERIE	671 395,20
11C	PROTECTION INCENDIE	2 303 792,02
12	ELECTRICITE COURANTS FORTS - ELECTRICITE COURANTS FAIBLES	9 565 746,87
13	APPAREILS ELEVATEURS	700 345,00
14	VRD	893 952,62
16	AMENAGEMENTS PAYSAGES	498 573,80
TOTAL - € HT		51 500 000,00

Le lot mobilier a été estimé à 3 307 563€ HT (valeur juillet 2024). L'appel d'offre est en cours d'analyse.

## 2.4 Fondations

Compte tenu du contexte géotechnique, et des contraintes liées au projet, il a été retenu des fondations de type « **pieu foré tarière creuse** » **classe 2 catégorie 6** au sens de la norme NF P 94-262, ancrées dans les Sables de Beauchamp rencontrés vers **+22.0 NGF**.

Nous considérerons deux plateformes de réalisation des fondations profondes :

- La plateforme à +38.5 NGF après réalisation d'un léger pré terrassement sur l'emprise du projet. Un recépage sera nécessaire pour certaines fondations,
- La plateforme à +34.0 m NGF depuis le fond de fouille du sous-sol après réalisation des terrassements correspondants.

## **III.VOLET TOUS RISQUES CHANTIER**

### **3.1 Prolongation de la durée du chantier**

En cas d'allongement de délais entre la date de réception effective et la date de réception prévisionnelle, le souscripteur doit informer le titulaire de cette prolongation avant la date prévisionnelle de réception. La prolongation est accordée automatiquement pour autant qu'il n'y ait pas d'aggravation du risque autre que le délai de travaux (notamment un sinistre ou un nouveau procédé) selon la règle suivante :

Si la période de construction s'étendait au-delà de la date prévisionnelle de réception :

- La garantie demeurerait acquise automatiquement pendant une période maximum de 3 mois sans surprime.
- Au-delà de cette période de 3 mois, l'Assureur prolonge à nouveau la période de garantie pendant 3 mois supplémentaires moyennant l'application d'un taux « prorata temporis » (sur la base de la durée d'origine augmentée de 3 mois)
- Au-delà de cette période de 6 mois, les conditions de prolongations seront négociées entre l'Assureur et le souscripteur

Dans le cas où la période de construction serait prolongée, la période de maintenance serait décalée d'autant.

### **3.2 Réceptions échelonnées / occupations partielles**

Dans le cas de réceptions échelonnées et/ou d'occupations partielles et/ou de mises en exploitation partielle et/ou mise à disposition anticipée, les parties réceptionnées ou occupées, ou mises en exploitation ou mises à disposition seront garanties pour les seuls dommages occasionnés du fait et à l'occasion des travaux sur les parties d'ouvrage non encore réceptionnées et/ou non encore occupées et/ou non encore mise en exploitation et/ou non encore mises à disposition.

Les dommages aux ouvrages non réceptionnés ou non occupés ou non mis en exploitation demeurent garantis quand bien même ceux-ci résultent d'une partie réceptionnée, ou occupée ou mise en exploitation ou mise à disposition et y compris pour les dommages causés par l'Incendie, la Foudre ou l'Explosion.

Lorsque les dommages résultent d'une partie réceptionnée ou occupée ou mise en exploitation, le titulaire conserve son droit de recours contre les responsables des dommages et leurs assureurs (sauf dans le cas où il existerait dans la police Multirisques, de ladite entité responsable, une clause de renonciation à recours contre les Assurés du présent contrat et leurs Assureurs au titre d'engagements contractuels conclus ou à conclure).

### 3.3 Arrêt de chantier

Les garanties demeurent acquises à l'Assuré en cas d'arrêt partiel ou total non définitif des travaux qui serait dû à des intempéries ou à des congés annuels.

Si cet arrêt est provoqué par une autre cause, la garantie demeure acquise pendant une durée de trois mois, prolongeable au-delà sur demande de l'Assuré qui devra préalablement informer le titulaire des raisons de cet arrêt et des dispositions particulières qui sont prises sur le chantier au cours de cet arrêt.

En cas d'arrêt total définitif du chantier, le souscripteur a le devoir d'en informer le titulaire dans un délai maximum de 30 jours après quoi la police pourra être résiliée. Cette résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité et la prime définitive due au titulaire résultera de l'application au prorata temporis du taux de prime prévu au contrat sur la valeur des travaux exécutés à la date de l'arrêt définitif.

Il est entendu que les garanties resteront acquises en cas de décision de suspendre les travaux émanant d'une autorité administrative ou en cas d'urgence sanitaire reconnue par une autorité publique, et cela sans limite de durée. Il est convenu que la garantie en cours de travaux sera automatiquement prolongée de la période de ladite suspension, sans modification des conditions financières de la présente police. Le souscripteur s'engage à informer l'assureur des dates de suspension et de reprise des travaux.

### 3.4 Non résiliation après sinistre

Le titulaire éventuel renonce à exercer sa faculté de résiliation après sinistre.

### 3.5 Nature des garanties Tous Risques Chantiers

#### **Assurés**

- Le maître d'ouvrage, le maître d'ouvrage délégué et l'affectataire le cas échéant, jusqu'à la réception
- Les Maîtres d'œuvre, notamment Architectes, BET, de coordination et de contrôle, Ingénieurs, Techniciens ainsi que leurs sous-traitants,
- L'ensemble des entreprises, y compris leurs sous-traitants, entreprises, architectes, bureaux d'étude technique, géotechnicien, effectuant des travaux sur le chantier, les bureaux de contrôle,
- L'ensemble des installateurs, fournisseurs et fabricants pour leurs seules interventions et/ou prestations pour l'opération de construction dans l'enceinte du chantier,
- Les conseils, consultants, associés, mandataires, préposés des intervenants désignés ci-dessus,
- D'une manière générale tout intervenant sur le chantier, même non désigné dans la police pour autant que le montant de ses prestations soit intégré à l'assiette de l'opération déclarée.

Le titulaire renonce à recours contre les assurés au titre des présentes garanties.

Il est également convenu que le titulaire du présent contrat renonce à tout recours contre les assureurs de responsabilité civile des assurés désignés ci-dessus.

Le titulaire pourra exercer un recours contre les fournisseurs n'intervenant pas sur le chantier après préfinancement de la réparation des dommages.

#### **Le chantier**

Les zones allouées par le Maître d'ouvrage à l'ensemble des assurés pour mener à bien la réalisation de l'opération.

#### **Biens assurés**

#### **Travaux neufs**

**L'ouvrage et les ouvrages provisoires pour autant qu'inclus dans l'assiette de prime exécutés en relation avec l'opération.**

**Par ouvrage, on entend la totalité des travaux :**

En ce compris les travaux préparatoires et auxiliaires de tous genres et natures ainsi que tous les matériaux et fournitures incorporés ou destinés à être incorporés à l'ouvrage, plans, dessins et maquettes

Edifiés, construits, montés, fournis, installés, réparés, vérifiés ou de façon générale sur lesquels l'assuré intervient, que ces opérations soient achevées ou qu'elles soient en cours, en ce compris les contrôles et essais, de quelque nature qu'ils soient et quel que soit leur nombre,

Sur le chantier y compris pendant déchargement.

***Les Existants***

**Sont appelés existants les préexistants, c'est-à-dire les biens immobiliers y compris les équipements, le cas échéant situés sur, sous, dans, contre ou à proximité immédiate du chantier, qui ne font pas partie du marché et qui sont :**

Soit la propriété du Maître d'Ouvrage au moment de la prise d'effet du contrat,

Soit destinés à devenir leur propriété pendant la période de construction.

Soit lorsque l'assuré intervient sur un existant au titre d'un contrat de promotion immobilier.

Existant pour cette opération : ARCHIVES NATIONALES sis 59 rue Guynemer 93 383 Pierrefitte-sur-Seine.

**Période d'assurance****Période de construction**

Période comprise entre la date prévisionnelle de démarrage des travaux et la dernière date prévisionnelle de réception des ouvrages.

**Période de maintenance**

Période commençant à la date de réception prévisionnelle et se terminant 12 mois après cette date.

Toutefois, si la période de construction était plus longue que prévue, la période de maintenance partirait de la date réelle de réception.



## 3.6 Montant des garanties et des Franchises

### Montants des garanties

#### 3.6.1.1 Dommages à l'ouvrage

Pendant toute la durée des travaux et la période de maintenance, le montant de la garantie est égal au montant des travaux et honoraires HT  
Au cas où la valeur de l'ouvrage dépasserait cette somme le titulaire garantit automatiquement la valeur réelle de l'ouvrage.

#### 3.6.1.2 Autres garanties

<u>Frais de déblais :</u>	10 % du montant des travaux neufs et honoraires déclarés, en sus du montant de la garantie visée au paragraphe 3.10.1.1 « dommages à l'ouvrage » ci-dessus.
<u>Mesures conservatoires d'urgence et menace grave et imminente d'effondrement :</u>	10 % du montant des travaux neufs et honoraires déclarés
<u>Frais de transport accéléré (y compris fret aérien) :</u>	10 % du montant du sinistre avec un maximum de 200 000 € épuisables
<u>Frais supplémentaires de travail en heures supplémentaires :</u>	10 % du montant du sinistre avec un maximum de 200 000 € épuisables
<u>Honoraires Homme de l'Art :</u>	-10 % du montant de chaque sinistre pour la durée du contrat.
<u>Honoraires d'expert assuré :</u>	A hauteur des dépenses engagées après rapports de l'assureur

Sauf précisions contraires les montants de garantie sont épuisables pour la durée de la police et compris dans le montant de la garantie visée au paragraphe 3.7 « dommages à l'ouvrage » ci-dessus.

### Franchises : 15 000 €

En cas de sinistre, l'indemnisation intervient sans recherche préalable de responsabilité de la part des assureurs ce qui permet d'éviter des désaccords en cours de réalisation du projet.

Les franchises s'appliquent par sinistre ; constitue un seul et même sinistre l'ensemble des pertes ou dommages matériels consécutifs à un même événement ou résultant d'une même cause technique

## **Garanties**

Sous réserve des exclusions prévues au chapitre ci-après "Exclusions", sont garantis :

### **3.6.1.3 Dommages à l'ouvrage**

#### **3.7.1.4.1 Pendant la période de travaux**

Les frais de réparations consécutifs ou dommages matériels quelle qu'en soit l'origine atteignant les travaux neufs de l'opération objet de l'assurance.

En cas de réceptions échelonnées, sont garantis les frais de réparations consécutifs à toute perte ou tout dommage matériel atteignant les ouvrages ou parties d'ouvrages réceptionnés et qui seraient directement la conséquence de l'exécution des travaux non encore réceptionnés.

#### **3.7.1.4.2 Pendant la période de maintenance**

Cette période débute à la date de réception des travaux.

Sont garantis toute destruction, toute perte, tout dommage matériel atteignant les biens assurés causés par l'assuré lorsqu'il revient sur le site pour exécuter dans le cadre de ses obligations contractuelles tous travaux de finition, mise au point, rectification, réparation y compris levées de réserves.

**Autres garanties, dès lors qu'ils sont consécutifs à un dommage assuré, sont également couverts :**

#### **3.6.1.5Frais de déblais et de démolition**

Sont également couverts les frais de démolition nettoyage, déblaiement, retraitement, sauvetages nécessaires à la réparation, des biens assurés ou pour la poursuite de l'exécution de l'opération.

#### **3.6.1.6Mesures conservatoires ou menace grave et imminente d'effondrement**

Sont garantis les frais exposés par l'assuré pour faire face à une menace grave et imminente d'effondrement ou pour prévenir l'aggravation ou l'extension d'un événement garantis par la présente police.

Ces frais sont garantis pour autant que les dépenses engagées par les Assurés permettent d'éviter la survenance d'un dommage garanti et que leur montant ne soit pas supérieur au montant des dommages qui seraient survenus s'ils ne les avaient pas engagés.

#### **3.6.1.7Frais de réparation provisoires**

Les frais de réparation provisoire ou de fortune qu'il est nécessaire d'engager pour permettre la poursuite normale du chantier ou pour permettre l'utilisation de l'ouvrage à la date prévue sous réserve de l'accord du titulaire .

#### **3.6.1.8Honoraires des hommes de l'art**

Sont garantis les honoraires des hommes de l'art (bureau d'études, d'architectes, d'ingénieur-conseil, de consultant et tout organisme spécialisé choisis par l'assuré) chargés des études indispensables à la réparation des biens assurés et dus en sus des prestations de Maîtrise d'œuvre inhérentes à ladite réparation.

#### **3.6.1.9Honoraires d'expert**

Sont garantis les frais et honoraires d'expert que l'assuré aura lui-même choisi et nommé, dans la limite des dépenses engagées après rapports de l'assureur.

#### **3.6.1.10Frais supplémentaires**

HEURES SUPPLEMENTAIRES : Sont garantis les frais d'heures et de travail exécutés en dehors des heures normales et notamment les frais de main-d'œuvre des dimanches, jours fériés et de nuit.

FRAIS DE TRANSPORT ACCELERE : Sont garantis les frais de transport accéléré aérien, fluvial et terrestre nécessaires pour effectuer les réparations nécessaires.

#### **3.6.1.11Grèves, émeutes, mouvements populaires,**

Sont garantis les pertes ou dommages causés à l'occasion de grèves, personnel en lock-out, émeutes, mouvements populaires, que ces actions soient concertées ou non.

#### **3.6.1.12Actes de terrorisme, sabotages, attentats**

La garantie du présent contrat est étendue aux conséquences des actes d'attentat et de terrorisme conformément au GAREAT

#### **3.6.1.13Catastrophes naturelles**

La garantie du présent contrat est étendue aux conséquences des CATASTROPHES NATURELLES conformément à la loi du 13.07.1982 et aux textes d'application y afférent (cf. Annexe ci-après).

La prime additionnelle perçue pour cette extension de garantie est calculée par application du taux fixé par les différents arrêtés découlant de ladite Loi.

## 3.7 Exclusions

Les exclusions suivantes remplacent celles énoncées dans les Conditions Générales et doivent seules être prises en compte.

### Exclusions communes à l'ensemble des garanties

#### 3.11.1.1 LES PERTES OU DOMMAGES OCCASIONNES PAR LA GUERRE CIVILE OU ETRANGERE.

**3.11.1.2 LES PERTES OU DOMMAGES OCCASIONNES PAR LA DESINTEGRATION DU NOYAU ATOMIQUE, C'EST-A-DIRE LES PERTES OU DOMMAGES DE TOUTE NATURE RESULTANT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT D'EXPLOSION DE CHALEUR, D'IRRADIATIONS, OU DE CONTAMINATION PROVENANT D'UNE TRANSMUTATION DU NOYAU DE L'ATOME ET/OU DE LA RADIOACTIVITE OU RESULTANT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT DE RADIATIONS PROVOQUEES PAR L'ACCELERATION ARTIFICIELLE DE PARTICULES ATOMIQUES.**

**PAR DEROGATION PARTIELLE A CE QUI PRECEDE, NE SONT PAS EXCLUS LES DOMMAGES CAUSES PAR LES SOURCES DE RAYONNEMENTS IONISANTS UTILISEES OU DESTINEES A ETRE UTILISEES HORS D'UNE INSTALLATION NUCLEAIRE, DONT L'ASSURE A LA PROPRIETE, LA GARDE OU L'USAGE ET DETENUE DANS UN ETABLISSEMENT NON CLASSE AU SENS DE LA LOI (SOURCES CLASSEES PAR LA CIREA : S1, S2 ET L1, L2).**

#### 3.11.1.3 LES PERTES OU DOMMAGES CAUSES INTENTIONNELLEMENT PAR LES REPRESENTANTS LEGAUX DE L'ASSURE OU AVEC LEUR COMPLICITÉ.

**3.11.1.4 LES PERTES OU DOMMAGES DUS A L'USURE, LA CORROSION, LA ROUILLE, OU UNE DETERIORATION PROGRESSIVE, OU A DES RAYURES SUR DES SURFACES PEINTES OU POLIES ; ETANT ENTENDU QUE RESTENT GARANTIS :**

- LES PERTES OU DOMMAGES EXTERIEURS A LA PARTIE DIRECTEMENT ATTEINTE PAR LEDIT PHENOMENE PROGRESSIF QUI EN EST A L'ORIGINE ;
- LES PERTES OU DOMMAGES MEME DIRECTS ; CONSECUTIFS A UN EVENEMENT ACCIDENTEL.

**3.11.1.5 LES FRAIS EXPOSES EN VUE DE CORRIGER UN DEFAUT DE CONCEPTION, DE MATIERE OU UNE MALFAÇON, UNE PANNE OU UN DERANGEMENT MECANIQUE OU ELECTRIQUE, AINSI QUE TOUS FRAIS EXPOSES EN VUE D'AMELIORER OU DE MODIFIER LA CONCEPTION, LA MATIERE OU LA MALFAÇON OU D'APPORTER UN PERFECTIONNEMENT QUELCONQUE.**

IL EST ENTENDU QUE LA GARANTIE COUVRIRA LES FRAIS DE REPARATION OU DE REMPLACEMENT DES BIENS ASSURES, LES PERTES OU DOMMAGES QUI RESULTERAIENT DES DEFAUTS DE CONCEPTION, MATIERE OU MALFAÇON, PANNE OU DERANGEMENT Y COMPRIS LA PARTIE DEFECTUEUSE OU BRISEE ELLE-MEME.

**3.11.1.6 SONT TOUJOURS EXCLUS LES PERTES DE JOUISSANCE, LES PREJUDICES IMMATERIELS AINSI QUE LES PENALITES CONTRACTUELLES.**

**3.11.1.7 SONT EXCLUS LES PERTES OU MANQUANTS DECOUVERTS LORS D'UN INVENTAIRE.**

**3.11.1.8 SONT EGALEMENT EXCLUS LES PERTES OU DOMMAGES ATTEIGNANT LES BIENS ASSURES LORSQUE LE SINISTRE TROUVE SON ORIGINE DANS LA CAUSE DES RESERVES ECRITES EMISES PAR LE BUREAU DE CONTROLE OU LE MAITRE D'OEUVRE, SI CES RESERVES N'ONT PAS ETE LEVEES OU S'IL EST PROUVE, A DIRE D'EXPERT, QUE L'ASSURE CONCERNE PAR CES RESERVES N'A PAS MIS LA DILIGENCE NECESSAIRE POUR REALISER LES ACTIONS PERMETTANT LADITE LEVEE DES RESERVES.**

**3.11.1.9 SAUF DISPOSITIONS SPECIALES MENTIONNEES DANS LA POLICE, LES PERTES OU DOMMAGES SUBIS PAR LES ENGINS DE CHANTIER, OU LES MATERIELS DE CHANTIER SONT EXCLUS DE L'APPLICATION DE LA GARANTIE.**

**3.11.1.10 SONT EXCLUS TOUS DOMMAGES D'INCENDIE, FOUDRE, EXPLOSION SUR LES PARTIES RECEPTIONNEES OU MISES A DISPOSITION DU MAITRE D'OUVRAGE OU DE L'AFFECTATAIRE ET PROVENANT DE L'OCCUPATION OU DE L'EXPLOITATION DU BIEN.**

SONT EN REVANCHE GARANTIS TOUS DOMMAGES, Y COMPRIS INCENDIE, FOUDRE OU EXPLOSION, PROVENANT DE LA REALISATION DES TRAVAUX NEUFS ET S'ETENDANT OU SE COMMUNIQUANT AUX PARTIES RECEPTIONNEES OU MISES A DISPOSITION.

#### **Exclusion de la garantie de Maintenance**

**3.11.2.1 SONT EXCLUS LES PERTES OU DOMMAGES ATTEIGNANT LES BIENS ASSURES ET RESULTANT D'INCENDIE, DE LA FOUDRE OU D'UNE EXPLOSION.**

**3.11.2.2 SONT EXCLUS LES DOMMAGES A L'OUVRAGE DE LA NATURE DE CEUX DONT SONT RESPONSABLES LES CONSTRUCTEURS AU TITRE DES ARTICLES 1792 ET SUIVANTS ET DE L'ARTICLE 2270-2 DU CODE CIVIL.**

## **3.8 Règlement des sinistres**

Dès la survenance d'événements susceptibles de mettre en jeu les garanties du contrat, l'assuré doit informer l'assureur et prendre toutes dispositions utiles pour protéger les biens assurés.

L'assureur s'engage à instruire immédiatement le sinistre sur la base du rapport déposé par les experts et à verser l'indemnité correspondante au coût de la réparation.

L'indemnité s'apprécie au coût réel de la réparation au moment où celle-ci est exécutée.

Par réparation, il faut entendre tous travaux et études qu'il convient de réaliser après la survenance de pertes ou dommages pour réparer, remettre en état, remplacer ou reconstruire à l'identique.

Si la réparation, la remise en état, le remplacement ou la reconstruction à l'identique n'est pas possible, par réparation il faut entendre tous travaux qu'il conviendrait de réaliser pour que l'ouvrage ou la partie d'ouvrage sinistrée redeviennent conforme à sa destination avec un niveau de qualité ou des performances techniques équivalentes dans la limite de 150 % du montant initial de la partie endommagée.

En cas de sinistre avec réparation impossible, l'indemnité sera calculée sur la base du coût de l'ouvrage d'origine indexé à la date du sinistre.

Les assureurs indemniseront le Maître d'ouvrage à moins que ce dernier n'autorise le paiement à toute autre personne ayant intérêt dans la présente assurance et ensuite n'exerce le recours, le cas échéant, selon les modalités prévues.

# **ANNEXE A LA POLICE TRC**

## **GARANTIE DES CATASTROPHES NATURELLES**

**Loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles**

### **3.1 Objet de la garantie**

La présente assurance - dont l'étendue est définie ci-après - a pour objet, de garantir à l'assuré en application des dispositions des articles L 125-1 et suivants du Code des assurances :

La réparation pécuniaire des dommages matériels directs non assurables subis par les biens assurés - situés sur le territoire précisé dans l'article « territorialité » ci-dessous- ayant pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises.

### **3.2 Etendue de la garantie**

Cette garantie couvre le coût des dommages matériels directs subis par les biens, à concurrence de leur valeur fixée au contrat et dans les limites et conditions prévues par le contrat lors de la première manifestation du risque.

### **3.3 Mise en jeu de la garantie**

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République Française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophe naturelle.

Il est précisé que les dispositions prévues au 3.6 « Nature des garanties tous risques chantiers » ci-avant ne s'appliquent :

-ni aux biens ni aux activités situés dans les terrains classés inconstructibles par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé dans les conditions prévues par la loi n°2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile, à l'exception de ceux existant antérieurement à la publication de ce plan ;

-ni aux biens immobiliers construits et aux activités exercées en violation des règles administratives en vigueur lors de leur mise en place et tendant à prévenir les dommages causés par une catastrophe naturelle.

### **3.4 Franchise**

#### **a) Garantie de la réparation des dommages matériels**

Nonobstant toute disposition contraire, l'assuré conserve à sa charge une partie de l'indemnité due après sinistre. Il s'interdit de contracter une assurance pour la portion du risque constitué par la franchise.

Pour les biens à usage d'habitation, les véhicules terrestres à moteur et les autres biens à usage non professionnel, le montant de la franchise est fixé par le dernier arrêté inter-ministériel en vigueur.

Pour les biens à usage professionnel, le montant de la franchise est égal à 10% du montant des dommages matériels directs subis par l'assuré, par établissement et par événement, sans pouvoir être inférieur à un minimum fixé par le dernier arrêté interministériel en vigueur.

**Toutefois, sera appliquée la franchise éventuellement prévue par le contrat, si celle-ci est supérieure à ces montants.**

#### **Modulation de la franchise**

Pour les biens autres que les véhicules terrestres à moteur, dans une commune non dotée d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles pour le risque (\*) faisant l'objet d'un arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle, **la franchise est modulée** en fonction du nombre de constatations de l'état de catastrophe naturelle intervenues pour ce même risque au cours des cinq années précédant la date de la nouvelle constatation, selon les modalités suivantes :

(\*) *par risque il faut comprendre l'évènement naturel (ex: inondation, avalanche, etc.)*

- première et deuxième constatation : application de la franchise
- troisième constatation : doublement de la franchise applicable
- quatrième constatation : triplement de la franchise applicable
- cinquième constatation et suivantes : quadruplement de la franchise applicable.

Il est précisé que les dispositions prévues à l'alinéa précédent, relatives à la modulation de la franchise, cessent de s'appliquer dès lors qu'un plan de prévention des risques naturels prévisibles est prescrit pour le risque faisant l'objet de l'arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans la commune concernée. En revanche, elles reprennent leurs effets si le plan n'a pas été approuvé dans un délai de quatre ans à compter de la date de l'arrêté ayant prescrit le plan.

Toutefois, les constatations de l'état de catastrophes naturelles effectuées par l'arrêté du 29 décembre 1999 portant constatation de l'état de catastrophe naturelle ne sont pas prises en compte pour l'application des dispositions prévues ci-dessus.

### 3.5 Territorialité

La couverture s'exerce pour les biens situés en France métropolitaine.

### 3.6 Obligation de l'assuré

L'assuré doit déclarer à au titulaire ou à son représentant local tout sinistre susceptible de faire jouer la garantie dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans les dix jours suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle.

Quand plusieurs assurances contractées par l'assuré peuvent permettre la réparation des dommages matériels directs résultant de l'intensité anormale d'un agent naturel, l'assuré doit, en cas de sinistre et dans le délai mentionné au précédent alinéa, déclarer l'existence de ces assurances aux assureurs intéressés. Dans le même délai, il déclare le sinistre à l'assureur de son choix.

### 3.7 Obligation du titulaire

Le titulaire doit verser le montant de l'indemnité due au titre de la garantie dans un délai de trois mois à compter de la date de remise par l'assuré de l'état estimatif :

- de ses biens endommagés (si la garantie relative à la couverture tous risques chantier ci-dessus est mise en jeu),
- des pertes subies (si la garantie relative à la couverture tous risques chantier ci-dessus est mise en jeu),

ou de la date de publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophe naturelle, si celle-ci est postérieure.

A défaut et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'indemnité due par le titulaire porte, à compter de l'expiration de ce délai, intérêt au taux de l'intérêt légal.

**SAUF AU REGARD DES DISPOSITIONS AUXQUELLES ELLE DEROGE LA PRESENTE ANNEXE EST SOUMISE AUX CONDITIONS PARTICULIERES AUXQUELLES ELLE SE RAPPORTE.**

## **IV.VOLET RESPONSABILITE CIVILE DU MAITRE D'OUVRAGE**

### **4.1Assurés**

- Le maître d'ouvrage, le maître d'ouvrage délégué et l'affectataire,
- Les préposés des assurés salariés ou non dans l'exercice de leurs fonctions,
- Pour les assurés personnes morales, leurs administrateurs, leurs dirigeants et les personnes qu'ils se sont substituées dans la Direction Générale ou qu'ils ont pu désigner, lorsqu'ils sont dans l'exercice de leurs fonctions,
- Les stagiaires rémunérés ou non, reçus ou envoyés en stage par un des assurés ci-dessus,
- Toute personne apportant son concours bénévole pour le compte des assurés ci-dessus.

Il est précisé que les assurés conservent la qualité de tiers entre eux uniquement pour les dommages corporels.

### **4.2Définitions**

#### **Tiers**

- Tout autre que l'Assuré mis en cause.
- Les préposés salariés ou non y compris dans l'exercice de leurs fonctions pour les dommages autres que ceux réparés par la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, visés par le Code de la Sécurité Sociale.

#### **Dommages corporels**

Toute atteinte physique et morale subie par un être humain et ses conséquences pécuniaires.

#### **Dommages matériels**

Toute détérioration, altération, disparition ou destruction d'un bien ou d'une substance ainsi que le fait de les rendre inutilisables ; toute atteinte à des animaux.

#### **Dommages immatériels**

Tous préjudices pécuniaires résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service ou de la perte d'un bénéfice.

Ils sont qualifiés :

- soit de « consécutifs », s'ils résultent de dommages matériels garantis ;
- soit de « non consécutifs », s'ils ne résultent pas de dommages corporels garantis ou de dommages matériels garantis ou encore s'ils surviennent en dehors de tout dommage corporel ou matériel

#### **Sinistre**

Constitue un sinistre tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'Assuré, résultant d'un fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations.



## **Fait dommageable**

Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage. Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique est assimilé à un fait dommageable unique.

## **Réclamation**

La mise en cause amiable ou judiciaire de la responsabilité civile de l'Assuré par le tiers lésé. Est assimilée à une réclamation la déclaration faite par l'Assuré au titulaire, avant la résiliation ou l'expiration de la garantie, d'un dommage causé à tiers identifié, susceptible d'être pris en charge par le présent contrat.

## **Franchise**

Toute somme que l'Assuré responsable supporte personnellement sur chaque sinistre et au-delà de laquelle s'exerce la garantie du titulaire.

## **Atteinte à l'environnement**

Par atteinte à l'environnement, on entend :

-l'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux,

-la production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de température, ondes, radiations, rayonnements, excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage.

## **Atteinte à l'environnement accidentelle**

-L'émission, la dispersion, le rejet, ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux,

-la production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de température, ondes, radiations, rayonnements, excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage, dont la manifestation est concomitante à l'événement soudain et imprévu qui l'a provoquée, et qui ne se réalise pas de façon lente ou progressive

## **Existants**

Tous biens immobiliers existants avant ouverture du chantier, appartenant au Maître d'ouvrage ou à l'Affectataire, sur, sous, dans, ou à proximité, desquels l'assuré exécute ou fait exécuter les travaux assurés.

## **Avoisinants**

La ou les parties d'ouvrages immobiliers existants avant l'ouverture du chantier et n'appartenant pas au maître d'ouvrage.

## **Réception**

La réception est l'acte par lequel le Maître d'Ouvrage accepte l'ouvrage avec ou sans réserves et ce, au sens de l'Article 1792.6 du Code Civil.

## **Réception finale**

Dernière des réceptions intervenant à la fin de l'opération et déclenchant la garantie subséquente.

## **Responsabilité civile professionnelle**

La responsabilité civile découlant de toute faute, erreur, omission, négligence, commise dans le cadre des missions, contrats et/ou marchés d'études, de mandat, de conseils, préconisations, coordination, supervision,

et plus généralement toutes prestations intellectuelles réalisées par l'assuré en sa qualité de maître d'ouvrage ou de maître d'ouvrage délégué.

### **4.3 Activités de l'Assuré**

L'assuré déclare que son activité consiste en la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'ouvrage déléguée de l'opération et ce avec toutes activités annexes et/ou connexes, telles que par exemple notamment :

-visites de chantier, journées porte ouverte, inauguration.

La présente déclaration n'est faite qu'à titre indicatif et non limitatif, le titulaire reconnaît avoir suffisamment apprécié les risques liés à l'activité de l'Assuré et s'engage à ne pas les opposer à l'Assuré qui ne sera tenu que d'en déclarer les changements principaux constituant une aggravation.

### **4.4 Objet du contrat RCMO**

Le présent contrat a pour objet de garantir l'Assuré dans la limite des sommes fixées au chapitre 4.11 "Montant des Garanties et des franchises en couverture RCMO", contre les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile quelle qu'en soit le fondement juridique et pouvant lui incomber dans le cadre de ses activités, à raison de tous dommages causés aux Tiers, sans aucune autre exclusion que celles figurant dans l'article « Exclusions » relatif au volet RCMO.

Il est convenu entre les parties que la garantie du contrat s'étend notamment :

-Aux conséquences des conventions comportant transfert de responsabilité ou renonciations à recours intervenues entre, d'une part l'Assuré et, d'autre part :

- l'Etat,
- les Administrations, Collectivités locales, Organismes publics ou semi-publics, Français ou Etrangers, tels que en France : S.N.C.F., E.D.F., ENGIE, C.E.A, FRANCE TELECOM, la Poste,
- les organismes ou concessionnaires d'un service public y compris ceux à caractère industriel et commercial,
- les Sociétés de location et de crédit-bail,
- les personnes physiques ou morales mettant à sa disposition des biens ou des personnes utilisés pour l'exécution de son activité,
- les établissements et/ou entreprises voisines dans le cadre des contrats d'assistance réciproque.

-A la Responsabilité Civile encourue par l'Assuré en cas de vols, détournements, escroqueries commis par les préposés en service, ou avec leur complicité ou du fait de leur négligence.

-Au paiement de tous les frais nécessaires pour défendre l'Assuré devant toute juridiction, y compris les juridictions pénales, pour des faits entrant dans le cadre de la garantie du contrat.

## **4.5 Exclusions**

Sont seules exclues de la garantie, les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile engagée à raison :

### **4.5.1 DES DOMMAGES OU DE L'AGGRAVATION DES DOMMAGES CAUSES :**

**-PAR DES ARMES OU ENGINS DESTINES A EXPLOSER PAR MODIFICATION DE STRUCTURE DU NOYAU DE L'ATOME.**

**-PAR TOUT COMBUSTIBLE NUCLEAIRE, PRODUIT OU DECHET RADIOACTIF, OU PAR TOUTE AUTRE SOURCE DE RAYONNEMENTS IONISANTS ET QUI ENGAGENT LA RESPONSABILITE EXCLUSIVE D'UN EXPLOITANT D'INSTALLATION NUCLEAIRE OU TROUVENT LEUR ORIGINE DANS LA FOURNITURE DE BIENS OU DE SERVICES CONCERNANT UNE INSTALLATION NUCLEAIRE A L'ETRANGER, OU FRAPPENT DIRECTEMENT UNE INSTALLATION NUCLEAIRE.**

**-PAR TOUTE SOURCE DE RAYONNEMENTS IONISANTS (EN PARTICULIER TOUT RADIO-ISOTOPE), UTILISEE OU DESTINEE A ETRE UTILISEE HORS D'UNE INSTALLATION NUCLEAIRE ET DONT L'ASSURE OU TOUTE PERSONNE DONT IL REPOND A LA PROPRIETE, LA GARDE, OU L'USAGE OU DONT IL PEUT ETRE TENU POUR RESPONSABLE DU FAIT DE SA CONCEPTION, DE SA FABRICATION OU DE SON CONDITIONNEMENT.**

PAR DEROGATION PARTIELLE A CE QUI PRECEDE, NE SONT PAS EXCLUS LES DOMMAGES CAUSES PAR LES SOURCES DE RAYONNEMENTS IONISANTS UTILISEES OU DESTINEES A ETRE UTILISEES HORS D'UNE INSTALLATION NUCLEAIRE, DONT L'ASSURE A LA PROPRIETE, LA GARDE OU L'USAGE ET DETENUE DANS UN ETABLISSEMENT NON CLASSE (SOURCES CLASSEES PAR LA CIREA : S1, S2 ET L1, L2).

### **4.5.2 DES DOMMAGES OCCASIONNES PAR :**

**-LA GUERRE CIVILE OU ETRANGERE.**

**-DES ACTES DE TERRORISME OU DE SABOTAGE.**

**-DES EMEUTES OU DES MOUVEMENTS POPULAIRES, GREVES, LOCK OUT.**

**-LES TREMBLEMENTS DE TERRE, ERUPTIONS VOLCANIQUES, RAZ DE MAREE OU AUTRES CATAclysmes.**

**4.5.3 DES DOMMAGES CAUSES PAR DES AERONEFS, DES ENGINS DE NAVIGATION MARITIME OU FLUVIALE NECESSITANT UN PERMIS POUR LES PILOTER, APPARTENANT A L'ASSURE OU UTILISES PAR LUI, AINSI QUE CEUX CAUSES PAR L'EXPLOITATION D'UN RESEAU FERROVIAIRE AUTRES QUE LES RESEAUX OU EMBRANCHEMENTS PARTICULIERS.**

**4.5.4 DES DOMMAGES MATERIELS OU IMMATERIELS CONSECUTIFS CAUSES AUX TIERS, PROVENANT DE LA COMMUNICATION D'UN INCENDIE OU D'UNE EXPLOSION PAR UN BATIMENT ET/OU SON CONTENU AFFECTES A TITRE PERMANENT AUX ACTIVITES DE L'ASSURE.**

**4.5.5 DES RESPONSABILITES LOCATIVES OU D'OCCUPANT ENCOURUES PAR L'ASSURE, VISA VIS DES PROPRIETAIRES DES BATIMENTS OCCUPES PAR LUI DE FAÇON PERMANENTE AINSI QUE LE RECOURS DES LOCATAIRES AU TITRE DES DOMMAGES MATERIELS LORSQUE L'ASSURE EST PROPRIETAIRE.**

**4.5.6 DES DOMMAGES CAUSES INTENTIONNELLEMENT PAR LES REPRESENTANTS LEGAUX DE L'ASSURE OU AVEC LEUR COMPLICITÉ.**

**4.5.7 DES DOMMAGES CAUSES PAR LES VEHICULES DONT L'ASSURE EST PROPRIETAIRE, LOCATAIRE, GARDIEN OU USAGER, POUR LES RIQUES QUI, D'APRES LES DISPOSITIONS LEGALES, DOIVENT ETRE OBLIGATOIREMENT ASSURES.**

Toutefois, la garantie reste acquise :

- pour la Responsabilité Civile encourue par l'Assuré en tant que commettant à la suite de dommages causés aux tiers par ses préposés utilisant, pour les besoins du service, tout véhicule dont ceux-ci seraient propriétaires ou qui leur aurait été confié par des tiers.

- en cas de déplacement d'un véhicule n'appartenant pas à l'Assuré et dont la garde ne lui a pas été confiée pour que ce véhicule ne fasse plus obstacle à l'exercice des activités garanties.

**4.5.8 DES DOMMAGES CAUSES AUX BIENS MEUBLES DONT L'ASSURE EST LOCATAIRE, DEPOSITAIRE, GARDIEN ET PLUS GENERALEMENT POSSESSEUR A QUELQUE TITRE QUE CE SOIT.**

**4.5.9 DES DOMMAGES CAUSES A L'OCCASION DE MANIFESTATIONS SPORTIVES SOUMISES A OBLIGATION LEGALE D'ASSURANCE**

**4.5.10 DES DOMMAGES IMMATERIELS NON CONSECUTIFS DONT SONT RESPONSABLES, DANS LE CADRE DE LEURS FONCTIONS, LES MANDATAIRES SOCIAUX, LES ADMINISTRATEURS, LES DIRIGEANTS DE FAIT OU DE DROIT DES SOCIETES (OU ORGANISMES) AYANT QUALITE D'ASSURE. LA PRESENTE EXCLUSION S'APPLIQUE EGALEMENT DANS LE CAS OU LA RESPONSABILITE DE CES DOMMAGES INCOMBE A UNE PERSONNE MORALE EXERCANT LESDITES FONCTIONS PAR L'INTERMEDIAIRE D'UN REPRESENTANT PERMANENT.**

**4.5.11 DES DOMMAGES RESULTANT D'ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT NON ACCIDENTELLE PENDANT TRAVAUX.**

**4.5.12 DES DOMMAGES ENGAGEANT LA RESPONSABILITE DE L'ASSURE SUR LA BASE DES ARTICLES 1792 A 1792.6 ET 2270 DU CODE CIVIL**

**4.5.13 DES DOMMAGES ENGAGEANT LA RESPONSABILITE DE L'ASSURE SUR LA BASE DES ARTICLES 1792 A 1792.6 ET 2270 DU CODE CIVIL (RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE ET GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT)**

**4.5.14 LES PENALITES CONTRACTUELLES RESULTANT D'UN RETARD DE LIVRAISON OU D'ACHEVEMENT D'UN OUVRAGE.**

**4.5.15 LES AMENDES ET CONDAMNATIONS DONT L'ASSURE FAIT DIRECTEMENT ET PERSONNELLEMENT L'OBJET.**

**4.5.16 DES CONSEQUENCES D'ENGAGEMENT QUE L'ASSURE AURAIT CONVENTIONNELLEMENT ACCEPTEES ET QUI NE LUI INCOMBERAIENT PAS EN VERTU DU DROIT COMMUN SAUF POUR CE QUI EST DIT A L'ARTICLE 3.**

**4.5.17 DES LITIGES RELATIFS AUX PRIX DE VENTE DES CONSTRUCTIONS AINSI QU'AUX CHARGES D'EXPLOITATION DES DITES CONSTRUCTIONS ET CELLES DE FONCTIONNEMENT DES SYNDICATS DE COPROPRIETE, DES ASSOCIATIONS SYNDICALES DE PROPRIETAIRES.**

**4.5.18 DES FRAIS PRIS EN CHARGE PAR LE COMPTE PRORATA DU CHANTIER.**

**4.5.19 DU COUT DES TRAVAUX PREVUS A L'ORIGINE ET NON EXECUTES.**

**4.5.20 LES DOMMAGES AUTRES QUE CORPORELS CAUSES PAR DES OUVRAGES AYANT MOTIVE DES RESERVES DU MAITRE D'ŒUVRE OU D'OUVRAGE OU D'UN BUREAU DE CONTROLE QUALIFIE, SI LE SINISTRE TROUVE SON ORIGINE DANS LA CAUSE MEME DE CES RESERVES ET CE TANT QU'ELLES N'AURONT PAS ETE LEVEES, SI LES INTERESSES N'ONT PAS APPORTE LA DILIGENCE NECESSAIRE A DIRE D'EXPERT POUR ENTREPRENDRE LES ACTIONS PERMETTANT LADITE LEVEE DES RESERVES**

**4.5.21 LES DOMMAGES RESULTANT DES TROUBLES DE VOISINAGE :**

**-SE PRODUISANT INEVITABLEMENT PENDANT LES TRAVAUX RELATIFS AUX OPERATIONS DE CONSTRUCTION (TELS QUE BRUITS, ODEURS, FUMEEES, POUSSIERES, VIBRATIONS, GENES APORTEES AUX VOIES DE CIRCULATION OU AUX RIVERAINS)**

- **OU DUS A L'IMPLICATION MEME DES OPERATIONS DE CONSTRUCTION, EN RAISON DE LEURS DIMENSIONS OU DE LEURS STRUCTURES (TELS QUE PERTES D'ENSOLEILLEMENT, BROUILLAGE DES EMISSIONS DE RADIO TELEVISION, MAUVAIS TIRAGE DES CHEMINEES VOISINES, INCONVENIENTS DE SERVITUDE DE PASSAGE)**

**4.5.22 LES DOMMAGES RESULTANT DE L'UTILISATION OU DE LA DISSEMINATION D'ORGANISMES GENETIQUEMENT MODIFIES, OU RESULTANT DE LA MISE SUR LE MARCHE DE PRODUITS COMPOSES EN TOUT OU PARTIE D'ORGANISMES GENETIQUEMENT MODIFIES.**

**4.5.23 LES DOMMAGES RESULTANT DE LA PRODUCTION, PAR TOUT APPAREIL OU EQUIPEMENT, DE CHAMPS ELECTRIQUES OU MAGNETIQUES, OU DE RAYONNEMENTS ELECTROMAGNETIQUES..**

**4.5.24 LES DOMMAGES RESULTANT DES ENCEPHALOPATHIES SPONGIFORMES SUBAIGUËS TRANSMISSIBLES.**

**4.5.25 TOUS DOMMAGES CORPORELS, MATERIELS, IMMATERIELS CONSECUTIFS OU NON, CAUSES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR DE L'AMIANTE.**

**4.5.26 LES DOMMAGES QUI RESULTENT DE LA GESTION SOCIALE DE L'ASSURE VIS A VIS DE SES PREPOSES, EX-PREPOSES, CANDIDATS A L'EMBAUCHE ET DES PARTENAIRES SOCIAUX.**

IL EST PRECISE QUE LA GESTION SOCIALE CONCERNE LES ACTES DE L'ASSURE RELATIFS AUX PROCEDURES DE LICENCIEMENT, AUX PRATIQUES DISCRIMINATOIRES, AU HARCELEMENT SEXUEL ET/OU MORAL, A LA GESTION DES PLANS DE PREVOYANCE DE L'ENTREPRISE AU BENEFICE DES SALAIRES ET AUX RAPPORTS AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX.

**4.5.27 LES DOMMAGES DE TOUTE NATURE QUI RESULTERAIENT DANS LEUR ORIGINE OU LEUR ETENDUE DES EFFETS D'UN VIRUS INFORMATIQUE. UN VIRUS INFORMATIQUE S'ENTEND DE TOUT PROGRAMME INFORMATIQUE SE PROPAGEANT PAR LA CREATION DE REPLIQUES DE LUI-MEME.**

**4.5.28 TOUS DOMMAGES CORPORELS, MATERIELS, IMMATERIELS CONSECUTIFS OU NON CAUSES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR DES MOISSURES TOXIQUES.**

**4.5.29 TOUS DOMMAGES CORPORELS, MATERIELS, IMMATERIELS CONSECUTIFS OU NON CAUSES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR LE MTBE (METHYLTERTIOBUTYLETHER).**

**4.5.30 TOUS DOMMAGES CORPORELS, MATERIELS, IMMATERIELS CONSECUTIFS OU NON CAUSES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR LE PLOMB.**

**4.5.31 TOUS DOMMAGES CORPORELS, MATERIELS, IMMATERIELS CONSECUTIFS OU NON CAUSES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR LES POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS SUIVANTS : ALDRINE, CHLORDANE, DDT, DIOXINES, DIELDRINE, ENDRINE, FURANE, HEPTACHLORE, HEXACHLOROBENZENE, MIREX, PCB, TOXAPHENE.**

**4.5.32 TOUS DOMMAGES CORPORELS, MATERIELS, IMMATERIELS CONSECUTIFS OU NON CAUSES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR LE FORMALDEHYDE.**

**4.5.33 LES DOMMAGES IMMATERIELS NON CONSECUTIFS RESULTANT DE LA DIVULGATION DE SECRET PROFESSIONNEL, DE PUBLICITE MENSONGERE, D'UN ACTE DE CONCURRENCE DELOYALE, D'UNE ATTEINTE AUX DROITS DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE, INTELLECTUELLE, LITTERAIRE OU ARTISTIQUE.**

## 4.6 Fonctionnement de la garantie

### Déclenchement de la garantie (article L. 124-5, 4ème alinéa, du Code des Assurances)

La garantie de responsabilité civile, objet du présent contrat, est déclenchée par la réclamation et couvre l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'Assuré ou au titulaire du présent marché entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent de 5 ans à sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

Toutefois, la garantie ne couvre les sinistres dont le fait dommageable a été connu de l'Assuré postérieurement à la date de résiliation ou d'expiration que si, au moment où l'Assuré a eu connaissance de ce fait dommageable, cette garantie n'a pas été re-souscrite ou l'a été sur la base du déclenchement par le fait dommageable.

Le titulaire du présent marché ne couvre pas l'Assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres s'il établit que l'Assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de souscription de la garantie.

### Imputation du sinistre

Le sinistre est imputé à l'année d'assurance au cours de laquelle la première réclamation est adressée à l'Assuré ou au titulaire du présent marché.

### Application des montants de garantie et de franchise pendant le délai subséquent

En cas de résiliation du contrat, les montants de garantie accordés pour l'indemnisation des sinistres relevant du délai subséquent sont identiques à ceux prévus au présent contrat pendant l'année d'assurance précédant la date de résiliation.

Ces montants sont applicables pour la durée totale de la période subséquente dans les limites ci-après :

- à concurrence du plafond annuel pour ceux exprimés par année d'assurance. L'année d'assurance s'entend alors pour l'ensemble des sinistres relevant du délai subséquent,

- à concurrence du plafond par sinistre pour ceux exprimés par sinistre.

Ces montants s'épuisent par tout règlement intérêts et frais, sans que les montants exprimés par année d'assurance puissent se reconstituer.

Il est fait application, pour tout sinistre relevant du délai subséquent, des franchises par sinistre prévues au présent contrat pendant l'année d'assurance précédant la date de résiliation.

### Conditions d'application du délai subséquent pour les entités perdant la qualité d'Assuré

Le bénéfice du délai subséquent, tel que défini ci-dessus, est accordé à toute entité (filiale ou autre) qui perd la qualité d'Assuré en cours de période de validité du contrat, et ce, à compter du jour de cette perte.

Les montants de garantie applicables au titre de ce délai subséquent s'imputent sur les montants en vigueur lors de l'année d'assurance au cours de laquelle la première réclamation est adressée à l'Assuré ou au titulaire.

Toutefois, en cas de résiliation du contrat avant le terme du délai subséquent précité :

- la durée de ce délai n'est pas modifiée et reste fixée à 5 ans à compter du jour où l'entité perd la qualité d'Assuré,

- les montants de garantie disponible accordés à cette entité s'imputent sur les montants de garantie fixés dans l'article « application des montants de garantie et de franchise pendant le délai subséquent » ci-dessus au titre du délai subséquent de cinq ans du contrat.

Les franchises applicables sont celles de l'année d'assurance dont les montants de garantie sont retenus pour le règlement des sinistres.

### **Résiliation pour sinistre**

De plus, il est convenu que l'assureur renonce à sa faculté de résiliation pour sinistre

## **4.7 Règlement des sinistres**

### **Déclaration**

L'Assuré s'engage à déclarer au titulaire tout SINISTRE dans un délai de 1 mois à partir du moment où le Service Assurance du SOUSCRIPTEUR ou de l'Assuré mis en cause en a eu connaissance.

L'Assuré ne sera tenu de transmettre au titulaire que les réclamations qui lui sembleront de nature à mettre effectivement en cause la garantie du contrat. Si certaines de ces réclamations, reçues par l'Assuré et non transmises au titulaire, notamment compte tenu du montant de la franchise, se révélaient ultérieurement de nature à faire jouer le contrat d'assurance, et étaient alors adressées, le titulaire renonce à en faire grief à l'Assuré.

Par ailleurs et si pour quelques raisons que ce soient l'Assuré omettait de déclarer le sinistre, dans le délai fixé ci-dessus, le titulaire renonce à lui opposer une quelconque déchéance et ne pourra que lui réclamer une indemnité proportionnée au préjudice que ce retard lui a causé.

En cas de faute inexcusable ou intentionnelle les déclarations seront adressées au titulaire dès qu'il y aura poursuite contre l'Assuré ou ses Préposés ou dès que le blessé ou la Caisse de Sécurité Sociale aura manifesté l'intention d'invoquer la faute inexcusable ou intentionnelle.

Il est convenu que dans la mesure où l'Assuré, en accord avec le titulaire, a procédé au règlement à l'étranger de l'indemnité mise à sa charge, celle-ci lui sera remboursée à concurrence de sa contre-valeur en euros au cours officiel du jour où l'Assuré aura effectué le règlement.

### **Défense**

Le titulaire s'engage à défendre l'Assuré devant les juridictions civiles, répressives ou administratives, lorsqu'il est cité ou assigné à la suite d'un dommage garanti, même partiellement par le présent contrat, et alors même que les intérêts civils auraient été réglés par le titulaire.

En cas de doute sur l'engagement de garantie, le titulaire en avisera immédiatement l'Assuré, mais assumera cependant sa défense, dans l'attente de tous faits ou éléments nouveaux qui devront être portés à sa connaissance pour lui permettre de prendre une position définitive.

D'un commun accord entre les parties, l'Assuré aura la possibilité d'associer ou de désigner son propre avocat, en vue de la défense de ses intérêts.

L'Assuré devra transmettre au titulaire, dès la déclaration du sinistre, tout avis, lettres, convocations, assignations, acte extra judiciaire et pièces de procédure qui lui seraient adressées, remis ou signifiés (à lui-même ou à ses préposés).

Faute pour lui de remplir tout ou partie de cette obligation (sauf en cas fortuit ou cas de force majeure) le titulaire pourra réclamer une indemnité proportionnée au dommage que le manquement de l'Assuré pourra lui causer (Article L 113.11.2 du Code des Assurances).

Cette défense assumée par le titulaire comprend les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise et d'avocat, ainsi que les frais judiciaires et d'exécution des jugements exécutoires.

### **Frais de procédure**

L'Assuré supportera la charge des frais personnels qu'il pourrait exposer pour sa défense et pour le règlement du sinistre.

Les frais de procès, de quittance et autres frais de règlement viennent en déduction du montant de la garantie.

## **Transaction**

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenue en dehors du titulaire ne lui sont opposables. Il a seul qualité pour transiger dans la limite de sa garantie en associant l'Assuré en tant que de besoin.

Le titulaire tiendra informé l'Assuré à l'occasion de toute transaction ou acceptation d'une décision amiable ou de justice et communiquera les rapports émanant de son expert, ainsi que ceux de l'expert intervenant en exécution d'une décision de justice.

## **Avance de fonds en cas de référé**

Le titulaire s'engage à procéder au versement des avances de fonds mis à la charge de l'Assuré dans un premier temps par le Juge des Référés pour les sinistres pouvant mettre en jeu les garanties du contrat.

# **4.8 Montants des garanties et des franchises**

## **Montants des garanties**

Responsabilité Civile du maître d'ouvrage en cours d'exécution des travaux et après réception de l'ouvrage

1 500 000€ tous dommages confondus pour la durée du marché, dont :  
1 000 000 € pour les dommages matériels et immatériels consécutifs ;  
500 000 € pour les dommages immatériels non consécutifs ;  
ET  
500 000 € pour les dommages de pollution accidentelle.

## **Franchises**

Le maître de l'ouvrage supporte par sinistre une franchise de :  
Corporels : Néant  
Autres dommages : 5 000€ et 10 000 € pour DINC.

## **Renonciation à recours**

Le titulaire renonce à tous recours qu'ils seraient fondés à exercer (le cas de malveillance excepté) contre les ASSURES pris ensemble ou individuellement et contre leurs personnels.

# **4.9 Résiliation**

En cas de manquement grave et/ou répété d'une partie à l'une de ses obligations, l'autre partie la met en demeure de se conformer au contrat, soit :

- par courrier recommandé avec accusé de réception,
- par courrier électronique recommandé avec accusé de réception et certifié par une signature électronique,
- par courrier déposé contre récépissé.

La partie défaillante doit remédier à son manquement dans un délai de huit (8) jours calendaires à compter de la date de notification de la mise en demeure. A défaut, le contrat peut être résilié de plein droit à l'expiration de ce délai sans préjudice des dommages-intérêts qui pourraient être demandés. Un courrier de résiliation est adressé à la partie défaillante. La résiliation du contrat n'entraîne toutefois pas la résiliation des «prestations » en cours, sauf dispositions contraires exprimées dans le courrier de résiliation.  
Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, il ne sera versé au



titulaire du marché aucune indemnité.

#### **4.10 Droit applicable et différends**

Le présent marché est régi par le droit français.

En cas de litige, et s'il ne peut y avoir de règlement amiable, la juridiction à saisir est le Tribunal Administratif de Paris.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

#### **4.11 Dérogations au CCAG-FCS**

Il est dérogé à l'article 39 du CCAG FCS.